

8 juillet 2005 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, notamment sur le changement climatique et l'aide au développement, à Gleneagles le 8 juillet 2005.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, ce Sommet arrive à son terme et je voudrais d'abord exprimer au Royaume Uni mes sentiments de gratitude pour leur accueil, mais aussi à l'Ecosse, vieille nation avec laquelle la France entretient depuis très très longtemps des relations privilégiées et très cordiales, depuis la "Old League".

Malgré les circonstances tragiques que nous avons connues, l'organisation de ce sommet a été absolument parfaite. Mes pensées, vous le comprendrez, vont d'abord aux victimes des attentats barbares qui ont frappé Londres et qui inspirent à tous les Français, comme à tout le monde, à la fois des sentiments de solidarité à l'égard du Royaume Uni dans cette terrible épreuve et des sentiments d'horreur à l'égard de ces méthodes.

Je me suis informé pour savoir si nous avons des compatriotes parmi les victimes : dans l'état actuel des choses, il n'y a pas de Français identifiés aujourd'hui, au moment où je parle, parmi les morts ni parmi les blessés graves. Il convient néanmoins de rester prudent, trois de nos compatriotes sont hospitalisées, je leur exprime, bien entendu, tous mes vœux de rapide rétablissement, ma sympathie et mon soutien.

Je tiens une fois encore à saluer le sang froid et la détermination, dans ces circonstances, du Premier Ministre britannique. Tous ensemble, à l'occasion de cette réunion hier avec cinq pays émergents, aujourd'hui avec sept pays africains, nous avons démontré notre solidarité, notre union contre le terrorisme. Nous avons d'ailleurs renforcé nos dispositifs anti-terroristes. Pour ce qui concerne la France, j'avais donné, dès hier, un certain nombre d'instructions dans ce domaine au Gouvernement.

Je ne sais pas si les terroristes avaient l'intention de perturber nos travaux sur les deux sujets essentiels de nos débats. De ce point de vue, c'est sans aucun doute pour eux un échec.

Sur ces travaux d'abord, nous sommes parvenus à des résultats substantiels à la fois sur le climat et sur l'Afrique. J'ai expliqué hier à un certain nombre d'entre vous, pendant mon point de presse, les résultats auxquels nous pensions parvenir en ce qui concerne le climat. L'accord qui a été réalisé, même s'il ne va pas tout à fait aussi loin que la France l'aurait souhaité, a une grande vertu, c'est qu'il rétablit l'indispensable dialogue et la coopération entre les pays industrialisés, ceux qui ont ratifié Kyoto et ceux qui ne l'ont pas ratifié - c'est-à-dire les Etats-Unis -, et d'autre part entre les pays industrialisés et les pays émergents.

Or, chacun comprend bien que, face aux dangers qui sont en face de nous dans le domaine du climat, seule une action cohérente peut avoir une chance de changer les choses. Et cette action cohérente suppose une véritable union dans les dispositifs mis en oeuvre et une convergence dans les approches. Cela a été, en réalité, le succès de cette réunion du G8.

Il ne s'agit pas, évidemment, de substituer un dialogue informel à l'action multilatérale. Pour nous, le protocole de Kyoto reste la règle et loi de l'action internationale, mais l'évolution sensible, ces tous derniers jours de la position américaine, a permis de sortir de ce blocage dans lequel nous étions enfermés et qui était, je le répète, extrêmement dangereux pour l'efficacité de l'action et, donc, pour l'équilibre du monde.

Nos discussions aujourd'hui. d'abord en format G8. puis avec sept chefs d'Etat et de

... ces discussions se sont tenues, à l'occasion de la Conférence Afrique-France qui a été organisée par le gouvernement africain qui avait été invitée par le Royaume Uni, par le Premier ministre britannique, ont été consacrées à l'Afrique et au financement du développement. Et comme vous le savez, c'est là un sujet que la France a toujours considéré comme prioritaire et qui d'ailleurs fera l'objet, je l'espère, d'un pas supplémentaire à l'occasion de la Conférence Afrique-France qui se tiendra en décembre à Bamako.

L'enjeu essentiel de Gleneagles, c'était de prendre des décisions qui permettent le succès du Sommet des Nations Unies à New York, sur les objectifs du Millénaire. C'est un Sommet particulièrement important : à savoir, arrivera-t-on ou non à atteindre les objectifs fixés pour le Millénaire en matière de lutte contre la pauvreté. Si nous avions eu un échec ici, c'était la certitude d'avoir un échec à New York. Le fait d'avoir réussi à trouver un accord entre les Huit après délibération avec les émergents ou avec des représentants africains, c'est un pas très important dans la bonne direction pour trouver un accord au niveau de l'ONU en septembre. L'Afrique, globalement, va un peu mieux, notamment grâce à un taux de croissance qui, depuis quelques années est de l'ordre de 5%. Elle reste néanmoins très en retard dans la réalisation des objectifs du Millénaire. Ce retard est probablement rattrapable, mais pour le rattraper, il faut s'en donner les moyens. Et c'était l'approche que nous avons eue aujourd'hui de ce problème.

Du côté des Africains, cela passe par des efforts dans le domaine de la paix et de l'entente entre les peuples, dans le domaine de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption, du développement humain et de l'intégration régionale.

Du côté du G8, c'est un choix stratégique. Ce choix a été envisagé au G8 de Gênes qui, compte tenu d'un certain nombre d'incidents qui s'étaient déroulés au moment de ce G8, n'a pas laissé un souvenir fort, alors que c'était le G8 où a été lancée l'idée d'une coopération africaine. Cela a été confirmé et fortement impulsé au G8 de Kananaskis, notamment sous l'influence du Premier ministre canadien de l'époque, Jean CHRETIEN, auquel j'ai tenu à rendre hommage pour la vision qu'il avait des choses et l'action extrêmement positive qu'il a conduite. Et puis, cela a été poursuivi par la France au Sommet d'Evian : c'est la notion d'un partenariat avec l'Afrique, en s'appuyant sur le processus du NEPAD. Et ici, nous avons donné une nouvelle impulsion à ce processus, conformément à ce que souhaitait la présidence britannique,.

Nous avons tous pris des engagements, notamment en matière d'aide publique au développement. L'Europe confirme qu'elle portera l'essentiel de l'effort, en ayant décidé il y a quelques semaines d'augmenter son aide publique au développement pour atteindre 0,56% de son Produit National Brut en 2010. Cela veut dire une augmentation en 2010 de l'aide publique au développement par rapport à 2005 de 32 milliards d'euros, dont 16 pour l'Afrique. C'est donc que nous ne sommes pas dans les marges, nous sommes là sur l'essentiel. A cela s'ajoute un effort important décidé par les Etats-Unis sur leur aide publique au développement, et par le Japon dans le même domaine.

Nous avons par ailleurs confirmé l'accord sur l'annulation de la dette multilatérale qui avait été acquis et décidé par les ministres des Finances, il y a quinze jours. J'ai appelé à de nouveaux efforts sur les pays à revenus intermédiaires parce qu'il y a quelque chose de politiquement et moralement injuste dans le fait de supprimer, d'annuler l'aide à un certain nombre de pays pauvres très endettés, et de ne prendre aucune disposition à l'égard de pays qui sont un peu au-dessus sur le plan de leur revenu et de leur produit brut et qui ont souvent fait des efforts pour atteindre cette situation. Et eux, ils ne bénéficient de rien. Cas typiques, par exemple, le Salvador, en Amérique latine, entouré de pays dont on annule la dette et qui, lui, n'a rien du tout, ou en Afrique, le Gabon.

Par conséquent, j'ai souligné combien il était essentiel - je l'avais déjà dit depuis plusieurs G8 - de prendre des dispositions en faveur de la dette des pays à revenus intermédiaires, pour des raisons, je le répète, à la fois politiques et morales.

Nous avons également profité de cette séance pour décider définitivement, pour avoir un accord sur l'annulation de la dette du Nigeria qui posait un problème de nature particulière, sur le fond et en termes de procédure.

Au total, nous nous engageons à augmenter l'aide publique au développement de cinquante

milliards de dollars, dont vingt-cinq pour l'Afrique, en 2010. Naturellement, il faut aller plus loin, il faut aller plus vite, mais c'est tout de même un signal très positif.

Certains, pas chez nos collègues africains qui ont été sensibles à cet effort, mais certains, à juste titre, peuvent dire que ce n'est pas suffisant, qu'il faut aller plus loin. Ce qui est vrai et ce qui est le sentiment de la France. Peut-être pourra-t-on essayer d'aller plus loin, notamment en termes de financements innovants, je vais y revenir, à l'occasion de la réunion de New York.

Mais je voudrais simplement remarquer qu'il est plus facile et il sera plus facile à New York de pousser une porte entrouverte pour qu'elle s'ouvre davantage, que de se heurter à une porte fermée qui ne veut pas s'ouvrir. Et donc, de ce point de vue, le fait que nous ayons ouvert la porte et que nous l'ayons entrouverte est un signe positif pour les décisions du Sommet de New York.

Par ailleurs, le Sommet du G8 a adopté des décisions sur deux mécanismes de financements innovants. Vous savez que la France en a été l'un des porteurs et même l'essentiel porteur. On ne pourra pas financer ce qui manque en termes d'aide publique au développement uniquement sur les budgets des Etats, cela ne marchera pas. On peut le regretter, le condamner, mais c'est un fait, cela ne marchera pas. Et par conséquent, il faut trouver des financements complémentaires, d'où l'idée de financements innovants.

Cela a été toute la réflexion du rapport conduit par un groupe de travail dirigé par M. Jean-Pierre LANDAU, à qui je tiens à exprimer mon estime et ma reconnaissance, et cela a été surtout toute l'action du gouverneur qui est ici, que je salue bien amicalement, lui exprimant, là encore, toute mon estime et toute ma reconnaissance. Il a fait un travail considérable pour convaincre les uns et les autres et notamment les membres du G8, du bien-fondé de cette approche française. Il a une large part de cette réussite et je tiens à le souligner et à le remercier.

Il s'agit d'un prélèvement international de solidarité sur les billets d'avion qui va commencer par financer les achats de médicaments contre le sida, la tuberculose, et le paludisme. D'autre part, la facilité financière internationale qui est une proposition britannique que nous avons soutenue dès le départ, dans une sorte d'indifférence qui était assez générale et qui a fini tout de même par imposer un résultat. La première application expérimentale s'appliquera à la vaccination et ensuite ces contributions pourront être utilisées pour le remboursement des emprunts de l'IFF, et seront adossées à nos financements innovants, notamment la taxe sur les billets d'avion, et je l'espère, dans les années qui viennent, à de nouvelles taxes ou de nouvelles taxations internationales. Et donc, nous allons lancer ces mécanismes à l'occasion du Sommet des Nations Unies sur le développement, en septembre.

Contre le sida, le paludisme et la tuberculose, nous nous sommes engagés à assurer le succès de la reconstitution du Fonds mondial, avec la réunion de reconstitution qui aura lieu en septembre. Il faut sensiblement augmenter les moyens. La France, pour sa part, vous le savez, a décidé de doubler sa participation et de se situer toujours à ce titre au deuxième rang mondial des contributeurs au Fonds mondial, derrière les Etats-Unis. Nous avons par ailleurs confirmé l'accord de l'OMC sur les médicaments et notre objectif, c'est l'accès universel aux traitements en 2010, pour tous les malades atteints du sida, ce qui est, là aussi, un pas positif dans une direction incontestable.

Nous avons eu une discussion sur le commerce et l'Afrique. D'abord, l'Afrique doit pouvoir exporter davantage. J'ai rappelé aujourd'hui l'importance des préférences commerciales qui offrent à l'Afrique des débouchés rémunérateurs et garantis. Ces préférences doivent être consolidées et pérennisées et ce sera l'un des enjeux de la conférence de l'OMC à Hong Kong, en décembre prochain.

J'ai également souligné que l'Afrique doit pouvoir se protéger, elle n'est pas en état d'assumer le libre échange international et il faut le reconnaître aujourd'hui. La libéralisation, nécessaire par ailleurs, doit être asymétrique, au bénéfice de l'Afrique, et c'est dans cet esprit que l'Union européenne doit revoir l'approche des accords de partenariat économique appelés à succéder au régime de Cotonou. Vous savez que c'était une demande pressante et répétée de la France, de revoir ces accords de partenariat économique qui étaient beaucoup trop libéraux pour être

supportables par l'Afrique actuellement. "Actuellement", je veux dire dans les vingt ans qui viennent.

Reste la question des subventions agricoles à l'exportation. Je veux rappeler que l'Union européenne, il y a un an, a accepté à l'OMC le principe de l'élimination des subventions agricoles à l'exportation. Nous sommes tout à fait d'accord, contrairement à ce que certains ont pu dire ou fait semblant de croire, sous réserve que les autres pays développés -je pense notamment aux Etats-Unis, au Japon, à l'Australie, au Canada, à d'autres- éliminent également leurs systèmes subventionnant les exportations. Je pense en particulier à l'aide alimentaire, qui doit être intégrée dans cette réforme des crédits à l'exportation, et les entreprises commerciales d'Etat. Ces trois systèmes sont, parmi d'autres, mais pour l'essentiel l'équivalent des subventions agricoles à l'exportation qui doivent être supprimées en même temps que les subventions à l'exportation agricole doivent l'être. Et la décision sur la date finale d'élimination devra être prise dans le cadre d'un accord global et ceci, naturellement, avant la fin du cycle.

Pour l'Afrique qui a un besoin urgent d'aide, je rappelle que j'ai proposé en 2003 -c'était à l'occasion du Sommet Afrique France- d'aller plus vite et d'instaurer un moratoire immédiat et général sur toutes les subventions agricoles à l'exportation à destination de ce continent, quelle que soit leur forme. J'ai réitéré cette proposition en 2004, je l'ai refaite aujourd'hui : elle n'a toujours pas été acceptée, elle est toujours sur la table.

De même que n'a pas été réglé le problème du contentieux avec les Etats-Unis à la suite de leur condamnation en ce qui concerne le coton. Enfin, nous espérons que nous allons y arriver aussi, car c'est vital pour un certain nombre de pays africains, je pense notamment au Niger qui est aujourd'hui frappé par une crise grave de sécheresse et de famine et dont le coton, ressource tout à fait essentielle, ne peut pas bénéficier d'un minimum de revenu à cause du système des subventions américaines.

Je souhaite enfin dire un mot sur la situation au Proche et au Moyen-Orient, et notamment le Liban, problème que nous avons longuement évoqué hier soir, à l'occasion du dîner de travail. Cela a même été l'élément le plus substantiel de notre dîner de travail au niveau du G8. Nous avons pris acte du résultat des élections libanaises, naturellement, nous avons encouragé la formation rapide d'un nouveau gouvernement composé de personnalités incontestables. Et nous avons rappelé à l'unanimité que la mise en oeuvre de la résolution 1559 devait être achevée et ceci dans tous ses éléments.

Voilà les différentes observations que je voulais faire sur les travaux qui ont été conduits hier et aujourd'hui je suis tout prêt à répondre à quelques questions.

QUESTION - Ma question concerne l'accès universel aux traitements d'ici 2010. L'ONUSIDA estime que d'ici à 2008 le coût du développement de l'accès aux traitements contre le sida va se chiffrer à 12,3 milliards de dollars. Alors, quelle sera a priori la part de la France dans cette très forte augmentation pour arriver à l'objectif en 2010, et puis est-ce que le prélèvement sur les billets d'avion va suffire ?

LE PRESIDENT - Le prélèvement sur les billets d'avion ne suffira probablement pas, encore que nous souhaitons, pour les financements innovants dont le prélèvement sur les billets d'avion n'est qu'un exemple, qu'il y en ait d'autres. Nous souhaitons élargir sensiblement la participation d'un certain nombre de contributions internationales à la lutte pour le développement et notamment à la lutte contre les grandes pandémies. Cela, c'est clair.

Quelle sera la part de la France ? Dans l'état actuel des choses, vous le savez, la part de la France c'est d'être au deuxième rang mondial dans la lutte contre le sida globalement, derrière les Etats-Unis bien entendu. Et d'ailleurs nos collègues ont, à cet égard, rendu hommage à la position de la France et notamment à sa dernière décision concernant la reconstitution du Fonds sida. Je crois pouvoir prendre l'engagement que la France aura à coeur d'être toujours au deuxième rang de ces contributeurs.

Et on n'assumera pas cela s'il n'y a pas un développement de financements innovants. Et donc, nous nous battons pour ça.

QUESTION - Monsieur le Président, comment expliquez-vous ce rapprochement qu'il y a eu entre les Américains et ceux qui ont ratifié le protocole de Kvoto ? Est-ce que l'atmosphère nouvelle qui

les Américains et ceux qui ont même le processus de Kyoto. Est-ce que l'atmosphère pesante qui s'est créée à ce sommet par tous ces événements est une explication ? Et par ailleurs, en quoi va consister la conférence sur le climat qu'a annoncée Tony BLAIR, qui devrait se tenir à Londres au mois de novembre, dans les mois qui viennent ?

LE PRESIDENT - Le rapprochement américain n'est pas lié aux événements tragiques que nous avons connus à Londres. Car, en vérité, si je fais un historique, on était arrivé - tout se négocie au niveau des sherpas, et "ad referendum", comme on dit, c'est-à-dire sous réserve de l'accord des chefs d'Etat et de leurs discussions -, je dirais que jusqu'à moins d'une semaine de l'échéance, c'est-à-dire de l'ouverture du sommet du G8, il semblait que la fracture n'était pas réductible. C'est d'ailleurs ce qui m'a conduit à prendre une position publique, que j'ai exprimée le mercredi précédent Gleneagles auprès des ONG que je recevais à l'Elysée, et le lendemain auprès des organisations syndicales que je recevais également. Une position en cinq points que vous connaissez puisqu'on les a largement diffusés, dont la conclusion était que, si ces cinq points ne sont pas retenus, et cela me paraissait essentiel à ce moment-là, il n'y avait pas d'accord possible, en tous les cas pour ce qui concerne la France, et je pense pour d'autres aussi. Alors, quelle est la part de cette attitude ? Quelle est la part de tactique que les Américains ont entretenue jusqu'au dernier jour ? Quelle est la part, qui n'est certainement pas négligeable, de l'expression de l'opinion publique internationale, mais aussi de l'opinion publique américaine ? Je ne peux pas vous le préciser. Ce qui est vrai, c'est que le mouvement américain s'est fait dans les deux jours qui ont précédé la réunion de Gleneagles. Mais cela prouve tout de même que plus on va, plus l'expression de convictions par l'opinion publique joue un rôle. Ce qui est un élément relativement nouveau depuis quelques années au travers, bien sûr, de l'action des ONG en particulier, mais aussi de l'action d'un certain nombre d'initiatives personnelles.

Il est évident que la campagne conduite par deux personnalités non politiques, M. Bob GELDOF et BONO, a sans aucun doute eu une responsabilité importante dans les décisions que l'on a prises, là, non pas sur le climat, mais sur l'Afrique. La campagne qui a été menée, la mobilisation pour mettre fin à la pauvreté dans le monde qui a été animée par ces deux grandes personnalités qui ne sont pas du monde politique, a été sans aucun doute un élément important. Elle a finalement conduit à des résultats plus positifs qu'on ne pouvait le craindre en ce qui concerne l'aide publique au développement.

QUESTION - Et la conférence de Londres ?

LE PRESIDENT - La conférence de Londres, le Premier ministre britannique l'a proposée, moi je l'ai tout de suite approuvée. Nous allons voir, c'est à lui de la préparer. Nous allons voir comment cela se déroule, mais c'est certainement bon de maintenir la pression sur les questions climatiques.

QUESTION - Est-ce que vous diriez que ce G8 s'est donné comme priorité l'aide au développement et est-ce qu'il y a eu parmi les membres du G8 une relation explicite, de fait, entre le terrorisme et la pauvreté ?

LE PRESIDENT - Tout d'abord, je dirais que l'aide publique au développement était un sujet essentiel, prioritaire mais le climat était aussi essentiel et prioritaire. Je ne ferai donc pas de hiérarchie entre nos préoccupations en ce qui concerne le climat et nos préoccupations en ce qui concerne l'aide publique au développement. Deux sujets également prioritaires et également essentiels.

Nous avons aussi évoqué, d'abord parce que c'était à l'ordre du jour et ensuite parce que, malheureusement, c'était d'actualité, les problèmes de terrorisme, comme nous le faisons régulièrement et, je dirais, quasiment en permanence. Mais nous n'avons pas fait de spéculations sur les relations entre le terrorisme et la pauvreté.

QUESTION - Avez-vous, avec vos homologues, pris de nouvelles dispositions au niveau international pour lutter contre le terrorisme ?

LE PRESIDENT - Je vous dirai d'abord que nous prenons en permanence des dispositions. C'est-à-dire que nous adaptons en permanence les moyens mis en oeuvre pour prévenir ou lutter contre le terrorisme. Donc, cela n'a pas beaucoup de sens. On ne va pas se réunir pour dire : "voilà ce qu'on va faire". Cela, il y a longtemps qu'on le fait, et je dirais, on le fait en

permanence. Et nous allons continuer, naturellement. Mais si vous voulez, chacun a pris un certain nombre de dispositions.

Par exemple, j'ai pris des dispositions pour la France, mais l'action de lutte contre le terrorisme suppose une coordination sans cesse améliorée. Ce n'est pas au jour << J >> que l'on décide. C'est une coopération, une coordination sans cesse améliorée de nos moyens d'information et d'action pour lutter contre le terrorisme. Et à ce titre, nous poursuivons, mais on le fait tous les jours et indépendamment même d'événements dramatiques.

QUESTION - S'agissant des mécanismes innovants de financement, vous aviez dit que la taxe, comme celle que vous avez proposée, pourrait s'appliquer à d'autres produits. Pouvez-vous élaborer ? Quels autres produits ? Par ailleurs, l'autre jour pendant le dîner avec la Reine, quels conseils a-t-elle prodigués pour les dirigeants qui étaient présents ?

LE PRESIDENT - Sur le deuxième point, je n'ai pas pour habitude de faire de commentaires sur les conseils que peut donner Sa Majesté la Reine aux dirigeants. Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'elle avait organisé les choses de façon parfaite, comme elle sait le faire, et comme c'est toujours le cas, et qu'elle a été une hôtesse à la hauteur des circonstances, de la tradition et de sa qualité personnelle. Pour ce qui concerne les mécanismes innovants, je ne vais pas rentrer dans le détail, ce qui serait très long.

Je vous signale que le rapport de M. LANDAU est un rapport qui a été publié, commenté. Quand Bob GELDOF et BONO sont arrivés me voir ce matin dans mon hôtel, ils l'avaient chacun à la main, et ce n'était pas ostentatoire. C'était noté, annoté, les pages étaient tordues, etc... Donc, je ne vais pas rentrer dans le détail qui serait un peu long, il y a quarante ou quarante-cinq propositions. Mais vous pouvez le trouver partout et notamment dans une édition émanant de la grande campagne qu'ont lancée ces deux personnalités, qui se fait au profit de l'action qu'ils conduisent. Et ils en ont déjà vendu cinquante mille exemplaires. Je vous conseille fortement d'y apporter votre propre obole en achetant leur petit livre.

Je vous remercie.